



DEPARTEMENT DES PYRENEES-ORIENTALES
VILLE DE CERET

DECISION DU MAIRE PAR DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL
(Article L.2122-22 du CGCT)

Date d'affichage :

Contrat de prestation de services Conseil – Coaching et Formation

Le Maire de la commune de CERET (Pyrénées-Orientales),

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-18, L.2122-22 et L.2122-23,

VU la délibération n°34/2020 du Conseil Municipal en date du 15 juillet 2020, portant délégation de pouvoir au Maire dans le cadre des articles L2122-22 et L2122-23 du Code Général des Collectivités territoriales, et ce pour la durée de son mandat.

VU l'instruction comptable n°96-078 « M14 » du 01er août 1996 modifiée,

VU le code de la commande publique entrée en vigueur le 1er avril 2019 ;

Considérant la nécessité de conclure un contrat de prestation de services dans le conseil (domaine de la communication), dans le coaching, et la formation,

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif de la commune.

DECIDE

Article 1er – Un contrat de de prestation de services dans le conseil (domaine de la communication), dans le coaching, et la formation, est conclu avec la société CONSULT & NOUS domiciliée 5 rue Joseph Masset – 34430 SAINT JEAN DE VEDAS, représentée par Catherine LABROUSSE, gérante.

La rémunération de la mission de conseil s'effectue à l'heure sur la base du tarif journée de 8 h d'un montant de 800.00 Euros Hors Taxe soit 100.00 Euros Hors Taxe de l'heure. Le coût des prestations sont définies et détaillées à l'article 6 du contrat de prestation de services.

Le contrat est conclu pour une durée de 1 an reconductible après accord des parties. Cette convention couvrira la période du 1^{er} septembre 2022 au 31 août 2023 après accord des parties.

Article 2 - Monsieur le Maire est autorisé à signer le contrat à intervenir.

Article 3 - La dépense afférente à cette opération sera imputée sur les crédits inscrits à cet effet au budget principal de la commune 2023.

Article 4 – Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera portée à la connaissance du Conseil Municipal.

Article 5 - La présente décision :

- Sera transmise à Monsieur le Préfet des Pyrénées-Orientales au titre du contrôle de légalité.

- Peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de CERET dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa notification, et de sa transmission

au contrôle de légalité. L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet.

- Peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Montpellier par courrier ou sur le site Télérecours citoyens (www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité ou à compter de la réponse explicite ou implicite de Monsieur le Maire si un recours gracieux a été préalablement exercé.

Ampliation en sera :

- Adressée au Comptable Public.
- Notifiée à l'entreprise société CONSULT & NOUS.

Fait à CERET, le 23 janvier 2023

**Le Maire,
Michel COSTE**

